

Domaine Public DP

838

J.A. 1000 Lausanne 1 30 octobre 1986
Hebdomadaire romand Vingt-troisième année

La privatisation du 700^e

Walter Anderau, ancien membre des services secrets et directeur de CH 91 depuis le 1er septembre 1985, revient d'Amérique. Voyage initiatique à plusieurs égards, avec la rencontre de Peter Ueberroth, le manager à succès des manifs gigantesques (Expo de Vancouver, JO de l'été 84 à Los Angeles). Il s'agissait, paraît-il, de montrer aux populations helvétiques, et en particulier aux sceptiques de Suisse centrale, que CH 91 allait être une réalisation de gens sérieux, travaillant en véritables professionnels de la mise en scène socio-narcissique. Il s'agissait aussi de s'initier aux méthodes de financement à l'américaine. Aux USA, les techniques du fund-raising procurent à ceux qui les maîtrisent des recettes appréciables - et assez exactement prévisibles selon l'objet ou la cause à financer, l'investissement consenti pour l'appel de fonds privés, le type de sponsors visés.

C'est que faire CH 91, qui ressemble de plus en plus à une exposition décentralisée dans la Suisse primitive et à une vaste "foire du 700^e", va coûter cher, très cher même malgré les réductions opérées par rapport à l'ambitieux projet initial. Or les pouvoirs publics passent chichement à la caisse : les dix-neuf cantons qui ont adhéré à la fondation CH 91 (tous sauf JU, FR, SG et LU) ont tout juste versé quelque chose entre 2000 francs et un million chacun. Quant à la Confédération, elle a déjà donné, 6,4 millions de francs, mais ajoutera l'an prochain de quoi se rapprocher du montant accordé pour l'Expo 64 (22 millions de coûts directs, et 46,5 millions à titre de couverture de déficit). Un effort financier est attendu de la part des cantons-hôtes de CH 91, lesquels, après le refus lucernois du 5 mai 85, procéderont à un vote groupé en avril prochain.

D'ici là, bien conscients des étroites limites de l'aide publique, les responsables de CH 91, secondés

par le bureau Famer, auront fini de battre le rappel des organisations économiques et des entreprises. Les premières sont censées fournir au moins les thèmes, et si possible les pavillons clés en mains ; des secondes, on attend qu'elles bénissent et sponsorisent le tout. En clair : le sort de CH 91 est entre les mains de l'économie privée.

Il a certes fallu beaucoup d'efforts pour amorcer le mouvement, mais il entraîne désormais tout le monde, du Vorort aux grands distributeurs, en passant notamment par les Arts et Métiers, les importateurs, les assurances et les industries, chimique et alimentaire d'abord. Toutes les réticences n'ont pas disparu, mais elles ne s'expriment déjà plus.

Dans ce vaste "exercice obligé", que les milieux économiques accomplissent avec une résignation teinté de bonne conscience civique, les banques ont d'emblée pris la direction des opérations. En tout cas, leur association est très présente, particulièrement à Zoug, où se traitera le thème "Travail et échanges" - à l'origine "Travail et prospérité", admirez l'inflexion.

Bien entendu, le sponsoring bancaire n'est pas désintéressé. D'entente avec les grands distributeurs (Migros et Coop en tête comme il se doit), les banques veulent tester, sur le terrain et à vaste échelle, la fameuse "carte à mémoire" - et du même coup ancrer définitivement dans les esprits une certaine familiarité avec les nouvelles méthodes de paiement - sans numéraire mais avec argent plastique.

Projet maximaliste : une carte unique donnant accès aux transports publics vers et sur les aires de CH 91, ainsi qu'aux manifestations diverses prévues en Suisse centrale. Munis de cette espèce de passeport, les visiteurs pourront circuler à leur aise, et dépenser progressivement le crédit "imprimé" sur la carte à mémoire.

(suite au verso)

Largeur de vue et ouverture d'esprit

La privatisation du 700^e (suite)

Il n'y aura plus qu'à faire le décompte des prestations utilisées pour mesurer leurs succès respectifs - et corriger si nécessaire le tir en cours de CH 91. On pourra ainsi, tentation quasiment irrésistible "suivre électroniquement" certains visiteurs, histoire de faire leur portrait d'après leur parcours.

Aurons-nous échappé à Orwell en 1984 pour y tomber en 91 ? En tout état de cause, la CH-fiction est en marche, tout comme la privatisation du 700^e. YJ

LIBERTE ET PATRIE URANAISE

(y) Pour CH 91, ça planche dur dans le canton d'Uri, sur le thème "Notre liberté" titre définitif du projet de Flüelen, qui s'appelait à l'origine "Liberté et Ordre". Pour savoir quelles représentations les Suisses se font de leur liberté, on va interroger toutes sortes d'Helvètes moyens, de l'apprenti menuisier de Kreuzlingen à l'ouvrière de La Chaux-de-Fonds, en passant par un paysan de montagne de Truns (GR), une secrétaire de Zurich et ... un Conseiller aux Etats de Lausanne. D'après l'âge indiqué, on devine son nom : Edouard Debétaz, superbe défenseur de la liberté acquise et de la patrie vaudoise-radical. Autant dire que cette dernière pourrait bien bénéficier encore des services de "Monsieur Vaudois" jusqu'en 1991, dernière année de la prochaine législature.

QUI A ECRIT CELA ?

Votre journal parle sans cesse D'un très grand parti libéral. Je n'y crois pas, je le confesse ; Ce sont là propos de journal. Si jamais le libéralisme Ici bas formait un parti, Un parti sans charlatanisme, Il serait petit, tout petit.

Manuscrit exposé actuellement à la Bibliothèque nationale à Berne, découvert par Charles-F. Pochon, solution en page 6

(vr) Etant donné que la plupart des acteurs impliqués dans l'opération de la vallée du Flon paraissent désormais convaincus qu'il faut rapidement mettre en place une procédure qui, sur la base de quelques indications de départ, permettra l'ouverture d'un concours d'idées, il est inutile de pérorer sur les erreurs du passé même tout récent. Qu'il suffise de savoir que, n'était-ce notre conviction, inébranlable aujourd'hui comme hier, que le réaménagement de cette plate-forme de 70'000 m² est un enjeu social et économique capital et qu'il fallait absolument remettre l'ouvrage sur le métier, nous aurions aisément succombé à la "Schaden-freude" en nous disant : "allez-y seulement et bien du plaisir dans l'exécution d'un tel plan !"

On ne reviendra pas sur l'intérêt qu'il y aura à rendre cohérent le réseau des diverses lignes de transports qui feront désormais de la gare du Flon l'extension depuis longtemps rêvée de la gare centrale CFF. On doit cependant prendre garde de ne pas séparer transports et urbanisme. Les éléments de ces deux domaines se trouvent en interaction. Et quand nous disons urbanisme, avant de songer aux aspects formels sur lesquels nous reviendrons dans un prochain article, nous pensons aux diverses fonctions, aux types d'activités secondaires et tertiaires possibles. Le fait même que des lignes de transport interurbaines et régionales convergeront en un point de cet espace pour se greffer sur le réseau national oblige que l'on s'interroge sur la nature même du secondaire - et du tertiaire surtout - qui ne dépendront plus seulement d'une échelle communale, mais bien d'une échelle régionale, cantonale, voire nationale.

Non seulement une telle réalité devrait permettre à chaque citoyen d'exprimer son avis au-delà comme en deçà de Vernand ou de Montheron. Mais encore elle implique la responsabilité des autorités aux échelles régionale, cantonale et fédérale. Dans la mesure où des dizaines de millions vont être investis de manière

très généreuse par la Confédération et par le Canton, personne à Chavannes comme à Echallens, à Berne comme en Appenzell ne pourrait comprendre que l'on ne mette pas tout en oeuvre pour offrir le maximum de garanties à la réalisation d'un bon projet.

Non sans raisons, les citoyens et citoyennes, quatrième force d'abord redoutée puis soudainement sollicitée, ont eu l'impression que dans le marché à trois réunissant la Holding du LO (Lausanne-Ouchy), le Service technique administratif de la ville de Lausanne et les autorités politiques de la capitale, les rapports de force étaient trop déséquilibrés. En l'absence d'un programme politique, une vision des choses unilatérale n'était-elle pas parvenue à s'imposer trop aisément ?

Attendu que la propriété foncière est une des formes de la propriété et que cette dernière est garantie par la Constitution, il convient de la respecter comme telle et par conséquent de tenir compte des droits du propriétaire. La Holding LO occupe indéniablement une position clé. Saura-t-elle admettre la fonction sociale de son bien acquis au siècle passé et sauf erreur partiellement reçu à titre gratuit ?

On sait que les aménagements d'alors ont représenté des travaux de grande envergure marquants pour la phase d'industrialisation de Lausanne. Ce qui se profile maintenant est un profond remaniement urbain dicté par l'avènement d'une société post-industrielle.

L'entreprise s'inscrit dans le droit fil de la mission initiale suivie par la famille Mercier, fondatrice du LO ; elle devra inciter l'actuelle société à collaborer à une nouvelle grande oeuvre. Ce serait en tout cas beaucoup plus souhaitable que la poursuite d'un bras de fer, un raidissement des positions et le recours à des mesures exceptionnelles telles que l'établissement d'une zone réservée (art. 27 de la loi fédérale) ou encore l'éventualité d'un plan d'extension cantonal prévu à l'art. 53 de la LCAT.

Presse lémanique : quelques précisions

■ (réd.) En publiant l'article d'Ernst Bollinger (DP 835), nous ne nous attendions pas à de telles réactions. Les éditeurs du *Matin*, de la *Tribune de Genève* et de *Radio-TV 8* ont déployé, dans l'usage de leur droit de réponse, une énergie étonnante, proportionnelle au souci de confidentialité qui entoure leurs propres affaires. Il semblerait que la grande presse, toujours à l'affût du "scoop" soit particulièrement avare de renseignements sur son ménage interne. Ainsi l'annonce de la "collaboration" entre *La Suisse* et *Radio-TV-je vois tout* avait-elle surpris en son temps des personnes très proches de l'ancien hebdomadaire. Autres lieux, autres mœurs : le *Tages Anzeiger* publie chaque année sur une pleine page les comptes de la société éditrice de manière détaillée. Il publie également des informations sur les rachats du groupe.

■ Les grandes mutations dans l'audio-visuel, l'explosion des médias, la fin du monopole d'Etat sur la radiotélévision, et la révolution des communications électroniques sont à l'ordre du jour ! Un livre paru récemment porte un titre révélateur, "Télévisions déchaînées". Quarante chaînes de TV nous tomberont bientôt du ciel : voilà de la "bonne science-fiction" ! L'imagination quant à l'avenir de nos médias ne connaît pas de bornes. Mais quand un observateur s'interroge sur les effets que peuvent avoir ces nouveaux médias sur la presse écrite, quand il se hasarde à parler du rapprochement de deux grands quotidiens de Genève et de Lausanne (distances de 65 km), qui pourrait aboutir à une fusion, il est vite condamné par les professionnels "il écrit n'importe quoi..." selon l'éditeur de *24 heures*, et ses prévisions "relèvent de la plus absurde science-fiction" selon *Le Matin* (*), (voir DP 836 "Droit de réponse"). Depuis 1965, 45 quotidiens suisses ont disparu ou fusionné. Parmi les disparus, 35 avaient un tirage inférieur à 10'000 exemplaires. En revanche, parmi les journaux qui ont fusionné, plusieurs avaient de gros tirages. A Bâle et à Berne, les plus grands quotidiens d'aujourd'hui sont le produit d'importantes fusions. Les impératifs économiques ont pris le dessus sur les convictions politiques : des quotidiens de "couleurs" différentes se sont regroupés pour mettre fin à une concurrence destructrice sur le plan publicitaire.

Ernst Bollinger est présenté aux journalistes stagiaires comme un des meilleurs spécialistes de la presse suisse, ses ouvrages sont cités en référence et, à ce titre, nous avons tout lieu de lui faire confiance. Son hypothèse de rapprochement entre *La Suisse* et *Le Matin* nous a paru digne d'intérêt ; n'a-t-on pas vu tout récemment les "frères ennemis" de Lausanne et Genève se rappeler au bon souvenir du public en rachetant ensemble la librairie Payot SA par l'intermédiaire de Lousonna, société par laquelle Edipresse et Sonor se partagent la maison Naville ?

Notre correspondant a également été vivement attaqué sur le chiffre avancé de 20 millions de francs, pour le rachat de *Radio-TV-je vois tout* par *La Suisse*. Ici, il y a effectivement eu erreur. M. Bollinger s'en explique ci-dessous. Toutefois, son idée

Dans la lutte acharnée des grands quotidiens qui se disputent le même marché, la concurrence commerciale devient inévitable, surtout si d'autres médias s'en mêlent. Plus les protagonistes sont puissants, plus ils ont intérêt à s'accorder, ceci d'autant plus que le marché de la presse est en stagnation et que toute progression d'un titre risque de se faire aux dépens d'un autre.

Le comportement du lecteur vient encore favoriser la tendance des éditeurs à unir leurs forces : il lit de moins en moins. Le taux de lecture diminue progressivement au profit des médias électroniques. A plus long terme, cela signifie que certaines personnes atteindront le seuil de "non-lecture" et renonceront à leur journal ; d'autres, parmi les jeunes notamment, ne prendront même jamais l'habitude d'ouvrir un quotidien. Dans ce contexte, un des objectifs des quotidiens populaires - devenir le journal complémentaire de la feuille régionale - devient difficile à atteindre. En choisissant d'offrir une information de plus en plus visualisée - la photo en couleur, le sport, les faits divers et les vedettes - ces journaux entrent en concurrence avec la télévision (ils perdent ainsi leur faculté de "complémentarité") ; la télévision est d'ailleurs plus rapide et divertissante que la presse écrite. De leur côté, les journaux populaires doivent constamment faire de nouveaux efforts pour attirer et garder les lecteurs dont la majorité (les non-abonnés) est flottante, peu fidèle à un titre particulier.

était de renseigner le public sur les sommes importantes investies dans les différentes opérations de ce qu'on a baptisé "la guerre du papier". Si l'exemple s'est révélé inexact, la démonstration reste valable. Le lancement d'un supplément est une affaire de très gros sous. Le lecteur romand ne voit en général pas toutes les annonces que *Radio-TV 8* fait paraître dans la presse alémanique pour appâter les annonceurs, sans lesquels aucun journal ne peut exister (hormis des feuilles très modestes comme *Domaine Public*). A titre d'exemple, la *Sonntags Zeitung*, magazine dominical du *Tages Anzeiger*, coûtera à son éditeur 20 millions de francs la première année. Sans entrer dans la polémique Ernst Bollinger apporte ici sa contribution à ce dossier sous forme de réflexions plus générales.

Face à une presse qui devient de plus en plus une marchandise, il y aura un autre public de lecteurs, plus exigeant, qui restera fidèle à une presse d'information traditionnelle, une presse "d'opinion", en quelque sorte.

On peut donc imaginer à l'avenir la coexistence de deux types de journaux : une presse populaire, fortement concentrée, sans assise locale (*Bild* en Allemagne, *Blick* en Suisse alémanique, ? en Suisse romande) et le quotidien régional ou cantonal qui est le reflet des opinions de ses lecteurs. Qu'on me permette de penser qu'il n'y aura pas de place pour un quotidien populaire dans chaque grande ville suisse, sans proclamer tout de suite que mes hypothèses de fusion sont une "monstre rigolade" !

Ernst Bollinger

(*) En vertu du droit de réponse, *Le Matin* m'a attribué une affirmation concernant l'audience de son journal qui n'était pas de moi, mais des membres du cercle libéral lausannois. Cela était clairement indiqué dans le texte.

L'augmentation des ventes le jour du supplément TV prouve d'ailleurs que les nouveaux lecteurs achètent d'abord le supplément et non le quotidien.

Quant à la possibilité d'une fusion, je n'ai jamais parlé d'un "proche avenir".

En revanche, le chiffre du coût de *Radio-TV 8* (qui avait été indiqué par des spécialistes de la branche) ne correspondait pas à la réalité, selon les éditeurs concernés ; la phrase à propos de la bataille entre *Télé-Top-Matin* et *Radio TV 8* était inexacte : j'ai présenté mes excuses aux éditeurs.

KURT FURLER : UN HOMME D'ETAT HORS DU COMMUN

(*réd.*) Anticipant sur sa démission que personne n'attendait pour cette année, José Ribeaud a préparé un livre en français sur "Kurt Furgler à coeur ouvert", à paraître prochainement aux éditions de l'Aire, qui nous ont autorisé à publier ici le texte qu'Yvette Jaggi avait écrit à la fin de l'an dernier pour cet ouvrage. Autre sensibilité, autre vision de l'homme, André Gavillet a tenu également à apporter sa contribution à l'hommage que DP rend aujourd'hui à ce politicien d'une envergure trop large pour notre petit pays.

Admirable, donc résistible

■ (*yl*) Le personnage KF est admirablement construit. Lisse comme une façade toujours neuve, il n'offre guère de prise à la critique facile. Il force même carrément le respect, celui que l'on doit à l'effort continu, concerté, cohérent, mené sans relâche ni concession.

La tête KF fonctionne parfaitement. Ordonnée et rapide comme une mémoire d'ordinateur, elle peut livrer à tout instant et sur tout sujet un vaste et brillant exposé d'une logique sans faille, et offrir en permanence le spectacle séduisant de l'intelligence à l'oeuvre.

L'homme KF sert à merveille le personnage et le cerveau. Il en laisse clairement apparaître l'impressionnante qualité ; mais il possède aussi l'art de les tempérer pour les rendre acceptables par tous ceux qui ne lui pardonneraient pas de planer toujours si haut, et doivent se contenter de jalouser.

"Fazit", comme il dirait lui-même : M. Kurt Furgler est un être supérieur, qui recherche et mérite la considération générale, et que personnellement je trouve admirable. Cela d'autant que, derrière la machine bien huilée et le discours impeccable, il y a - heureusement - ces petits travers qui, loin de gâter l'image, l'améliorent en l'humanisant : ce tempérament de zéléateur continu, cette tendance à en faire juste un peu trop, et surtout cette volonté pathé-

tique de voir en tous des "partenaires", promptement mis en demeure de "dialoguer".

Certes, tant de générosité dans l'effort prend parfois chez M. Furgler les allures d'un prosélytisme tellement empressé qu'il supporte mal la contradiction, et n'en perçoit pas toujours l'éventuel bien-fondé. Mais son engagement passionné nous vaut d'autres effets, beaucoup plus sympathiques au fond. J'aime par exemple cette manière qu'a M. Furgler de s'embarquer pour des destinations lointaines, ou de s'aventurer sur des terrains difficiles, et cela dans un pays où l'esprit visionnaire et l'audace politique ne bénéficient pas (plus ?) d'une grande considération.

Car il fallait oser l'écrire, ce projet de nouvelle Constitution que la Confédération ne recevra pas en cadeau pour son 700ème anniversaire ! Et il fallait oser la prendre, cette décision d'investir la forteresse de l'Economie publique, tenue depuis des décennies par les radicaux, qui l'avaient rarement délaissée en 134 ans de Conseil fédéral.

L'audace d'entreprendre ne garantit

pas le succès de l'entreprise. A en juger d'après sa difficulté récente à prendre certaines décisions, M. Furgler a sans doute présumé de ses propres forces ; ou bien il a plus simplement sous-évalué celles qui se manifestent dans les conflits d'intérêts économiques et financiers, infiniment plus durs que les confrontations avec des cantons épris de fédéralisme, ou des promoteurs énervés par la Lex.

La plus fine argumentation, le plus étincelant discours, l'appel le plus vibrant au "partenariat" n'impressionnent guère ceux qui réclament des avantages plus concrets : les patrons, les salariés, les exportateurs, les paysans, les arts et les métiers, les cartels et autres lobbies, si bien implantés chez nous. Tous des exigeants qui veulent en général moins d'Etat pour les autres, et en revendiquent davantage pour eux-mêmes. Tous des gens et des groupements que le meilleur des hommes de gouvernement ne parviendra pas à convaincre, mais qu'il pourra au mieux, s'il procède habilement, renvoyer dos à dos.

Pour celui dont la carrière "flambe" depuis l'affaire des Mirage, le temps des victoires à la Pyrrhus est arrivé. Suffiront-elles à celui qui attend des francs succès, et qui ne saurait se contenter de compenser un échec du genre de la fameuse garantie contre les risques à l'innovation, par la gloire momentanée de recevoir à Genève les deux Grands de ce monde.

Le missionnaire

■ (*ag*) Kurt Furgler se leva pour répondre.

La scène se déroulait à Dorigny. L'Institut international de droit, dont l'exploitation est financée entièrement par la Confédération (et dont la construction fut rendue possible par un don généreux de la Fondation Schindler, double cadeau public et privé fait aux Vaudois) avait été inauguré. Le Conseil d'Etat recevait le Chef du Département fédéral de

Justice et Police qui, beau joueur, malgré la résistance qu'il avait rencontrée dans ce canton pour plusieurs de ses projets, avait favorisé la candidature vaudoise. Edouard Debétaz présidait, et fidèle à son tempérament, poussa le remerciement jusqu'à la déclaration d'affection. Distinguant les affrontements politiques et les relations humaines, il finit par un : "on vous aime". (Pas "on vous aime bien", qui aurait été

Dis-moi comment tu roules...

trop familier, ni "nous vous aimons" qui aurait été trop direct, mais "on..."). Kurt Furgler, homme de théâtre et polyglotte, sut interpréter ce quart d'heure vaudois, mais il fut touché. Et il répondit par une profession de foi.

Sa conviction profonde était que toute société, et la Suisse n'échappe pas à la loi générale, affronte des problèmes d'évolution. L'homme d'Etat ne doit pas faire confiance au temps qui décante ou arrange ; il doit, en prenant des risques, relever le défi comme s'il lui était personnellement lancé.

Un tel engagement n'était pas celui d'un réformiste. Le réformiste croit ou veut croire à un progrès peut-être possible, vers lequel on ne marche qu'à petits pas. La vision furgliérienne était de l'ordre du dramatique. L'acteur qu'il était, - parfois bon, parfois cabotin - donnait l'impression qu'il jouait un rôle. Mais s'il jouait, c'est qu'il interprétait l'histoire et la politique en termes de théâtre. Le même mot peut désigner celui qui joue et celui qui agit. Furgler était et se voulait acteur.

Sa dramaturgie politique impliquait la perception et l'anticipation des dangers, des menaces auxquels il fallait échapper par les vertus et la vertu du héros. Pour que la tragédie n'aille pas vers un dénouement fatal, il faut que le héros intervienne assez tôt, et non au cinquième acte. Furgler se voulait plus rapide que Zorro.

Il se sentait de la sorte investi, non pas seulement d'une responsabilité, mais d'une mission. C'était un missionnaire.

Je me souviens d'une autre scène.

Devant les représentants de tous les Cantons réunis, Furgler tentait de démontrer que l'utilisation des procédures d'exception (art. 89 bis) était légitime pour permettre à la Confédération d'améliorer son budget. C'était une mauvaise cause défendue par un avocat brillant. L'aisance intellectuelle peut faire croire que tout est, verbalement, démontrable. Cet homme de conviction était tenté, parfois y succombant, par les facilités du sophiste.

Il fut donc heureux que ce magistrat passionné de bien public mais que menaçait le goût de la dramatisation, il fut donc sain que cet homme de grande intelligence que guettait la facilité du "tout-démonstrable" ait rencontré de solides résistances, celles de la collégialité et celles de la démocratie directe. Il entendit ainsi des répliques qui n'étaient pas dans le texte préparé. Perdant le beau rôle, il fut astreint à jouer un rôle de moindre gloire, mais qui ne l'a pas amoindri. Du théâtre noble à la réalité lente.

(*mam*) Dans notre dernière édition, nous avons présenté le modèle Eco-bonus, élaboré par l'AST, qui vise à diminuer la consommation de carburant par le prélèvement d'une surtaxe incitative. Nous avons dit que ce modèle mériterait d'être affiné, car l'idée en soi nous a paru bonne. Lors de sa sortie en juin 85, la brochure Eco-bonus n'avait d'ailleurs pas récolté que des critiques.

La pollution de l'air et la mort des forêts sont des problèmes que plus personne ne songerait à nier. Par contre, dès que des solutions sont proposées, elles rencontrent un écho de moins en moins favorable au fur et à mesure que l'on s'approche des milieux auxquels des sacrifices risquent d'être demandés. Quoi de plus naturel ? Chacun s'inquiète de voir jaunir les aiguilles des sapins, mais le remède proposé (réduction du trafic) paraît pire que le mal à la majorité des automobilistes. L'usine Ciba-Geigy de Monthey fait oeuvre d'écologie en expérimentant des méthodes "douces" de lutte antiparasitaire dans son domaine des Barges, mais il aura fallu attendre 1986 pour la voir consacrer 20% de ses investissements à la réduction des nuisances qu'elle occasionne, lesquelles se situent depuis des années en dehors des normes admises (24 heures du 23 octobre).

Rien d'étonnant donc à ce que les réactions les plus virulentes contre l'Eco-bonus émanent des milieux automobiles. Tour à tour la Fédération routière suisse, l'ACS et l'Auto-Club romand, dont le président Luc Hafner fait également passer son message par le courrier des lecteurs de la *Tribune de Genève*, qualifient le modèle d'anti-économique, de bêtise asociale, et lui trouvent des relents de dirigisme et de planification. Des chroniqueurs "indépendants" s'acharnent également contre l'Eco-bonus. C'est le cas de José Bessard, de l'agence Correspondance politique suisse, qui le qualifie de "bricolage d'apprenti sorcier". A peine moins virulents, P.A. Luginbuhl de l'*Est vaudois*, qui parle de "retour au Moyen-âge" et Joël Hiroz du *Nouveliste* : "la nature oui, l'imbécillité non".

Alors, aux orties l'Eco-Bonus ? Pas tout à fait, car en feuilletant la presse de cette fin du mois de juin 85, on trouve aussi quelques articles "neutres", qui se contentent de présenter le modèle de manière non polémique. C'est le cas notamment du *Courrier*, de *La Liberté* et de la *Tribune de Genève*. Le *Cheminot* (organe du syndicat des cheminots - SEV) reproduit même sur une pleine page la quasi-intégralité de la brochure avec un titre-choc : "génial".

Malgré cela, la discussion publique que souhaitait l'AST n'a pas eu lieu. Comme cela est souvent le cas, quelques jours après le lancement de l'idée, celle-ci sombre dans l'oubli au moment où la presse cesse d'en parler. Quelques lettres de lecteurs et puis plus rien. Les suites politiques de l'affaire ne furent guère plus spectaculaires. Reprise dans une version édulcorée par l'indépendant Franz Jaeger et la libérale Monique Bauer sous forme de deux motions déposées aux Chambres, l'idée n'a rencontré aucun écho auprès des parlementaires.

Certes le système proposé tient du remède de cheval : 3 fr. le litre d'essence, ça fait mal, même si chacun d'entre nous peut s'attendre à toucher 1000 fr. de bonus à la fin de l'année. Et pourtant : en temps de guerre, personne ne s'offusquerait de voir le Conseil fédéral prendre les mesures nécessaires à la sauvegarde de l'indépendance du pays, au besoin en restreignant les libertés. Nous n'en sommes pas là, mais la situation de notre environnement est grave. Une restriction du trafic consentie librement serait une excellente occasion pour les Suisses de faire montre de sens civique et de solidarité.

Les deux journaux du dimanche de Suisse allemande sont déjà mentionnés dans la récente édition de *Media Daten* (2/86), revue des supports publicitaires.

Un nouveau journal politique bernois *Freitung*, se met au service de la Liste libre. Le premier numéro est consacré à la liberté. Liberté est également le titre du seul texte en français de cette première édition, il est signé Benjamin Hofsetter.

ECHOS DES MEDIAS

Les deux feuilles d'annonces officielles du district de Berne se nomment désormais *Stadtanzeiger* et *Anzeiger rund um Bern*. Pour répondre à la concurrence d'un nouvel hebdomadaire gratuit, elles ont modifié légèrement leur présentation et cherchent à s'attirer les faveurs des lecteurs. N'ayant pas le droit de diffuser des informations, elles reprendront les nouvelles de l'Etat-civil, publieront un feuilleton, des mots croisés et une bande dessinée.

La seconde livraison d'*Emois*, le magazine "chic" de *l'Hebdo*, est annoncée pour le mois de décembre. On a dû faire appel à la revue *Autrement* pour affronter une surcharge rédactionnelle à laquelle les collaborateurs de *l'Hebdo* ne pouvaient pas faire face. Le sommaire sera moins "dispersé" que celui du premier numéro, chaque livraison se concentrant désormais sur un thème.

L'HISTOIRE EN DIRECT A LA TV

Vaguement mystificatrice

(eb) Entre le petit écran et l'histoire, il peut se tisser comme une sorte de complicité, un clin d'oeil permanent dû au fait que la TV a le privilège de se mouvoir simultanément dans le récit documentaire et dans le récit de fiction. Or l'histoire se joue dans cet espace réduit, compris entre l'enquête documentaire et le récit fictif. Mais la TV doit payer un lourd tribut à ce privilège. L'image historique que produit ce média est tellement multiple et captative qu'elle dissimule le contexte, important en histoire (1). En un mot c'est comme si la technique de mise en scène l'emportait imperceptiblement sur le sens du récit, comme si le téléspectateur était finalement noyé par l'image, perdant le sens de l'histoire.

C'est ce risque qu'ont voulu courir les producteurs de l'émission du dimanche soir "Dernières nouvelles de l'histoire". Pour animer leur émission et éliminer le côté didactique de la leçon d'histoire, ils ont recouru à trois idées originales : d'abord l'appel du passé à l'intérieur du présent, ensuite la mise en contradiction de personnages historiques, enfin le récit dramatique. Techniquement, la première option est réalisée par le recours au téléjournal d'actualité (Annette Leemann et Gaston Nicole nous présentent les éléments du passé comme s'ils s'étaient déroulés la veille), la seconde option est traitée par différentes "Tables ouvertes" auxquelles prennent part des personnages historiques, enfin le récit dramatique met en scène des acteurs qui interprètent des tranches d'histoire sur le mode de la courte fiction.

Après les trois premières émissions qui couvrent la période 1798 à 1815, le téléspectateur en a eu pour son argent. Il a compris que la République helvétique, l'Acte de Médiation et la Suisse issue du Congrès de Vienne constituaient des périodes un peu gênantes de notre histoire où les événements européens (l'alternance de victoires et de défaites des grandes puissances) ne cessaient de broyer l'espace helvétique, d'infliger de cruelles blessures jusque dans l'intimité des foyers suisses. Il a pris connaissance des plans les plus secrets d'un général d'Empire, il est entré dans le cabinet privé d'un ambassadeur du Tsar (Capo d'Istria) et de son conseiller (Pictet de Rochemont), il a cru participer aux enjeux éco-

nomiques et industriels de cette époque. Profusion de détails, mise en perspective des grandes stratégies, bref l'histoire en "panavision", vous en aviez plein la vue comme à l'Europa-Park !

Or, tous ces procédés télévisuels masquent ou trahissent le véritable intérêt de l'histoire : un questionnement inlassable du passé en fonction du présent. Pourquoi n'avoir pas soulevé par exemple cette question douloureuse : que signifie pour la période correspondante cette permanente intervention étrangère sur le sol helvétique (entre 1798 et 1815, il se produit une balkanisation de la Suisse) ? Comment lire en parallèle cette tranche discordante au siècle suivant du mythe de l'inviolabilité du territoire helvétique ?

Plutôt qu'une mise en scène astucieuse, on aurait attendu de la télévision qu'elle mette en parallèle des moments historiques de notre passé qui ont produit des mythes complètement divergents.

(1) Pour une fine analyse de l'image (cinéma) dans l'histoire, se référer au périodique *UNI Lausanne* no 45, 1985/4, pp.8 et suivantes : "Quelques réflexions à propos de problèmes méthodiques" du professeur Hans Ulrich Jost.

QUI A ECRIT CELA ?

Le couplet méchamment iconoclaste reproduit en page 2 ne provient pas des épreuves d'un des premiers numéros de la *Voix ouvrière*. Il a été adressé en 1872 au *Journal de Genève* par Eugène Rambert (1830-1886), écrivain vaudois et militant actif du parti libéral

DP **Domaine**
DP **Public**

Rédacteur responsable : Jean-Daniel Delley
Rédacteur : Marc-André Miserez
Ont collaboré à ce numéro :
Eric Baier / Ernst Bollinger / Jean-Pierre Bossy
André Gavillet / Yvette Jaggi / Charles-F. Pochon
Erika Sutter-Pleines / Victor Ruffy
Point de vue : Jeanlouis Cornuz
Abonnement :
60 francs pour une année
15 francs jusqu'à fin 86
Administration, rédaction :
Case 2612, 1002 Lausanne
Saint Pierre 1, 1003 Lausanne
Tél : 021 / 22 69 10 / CCP : 10 - 15527-9
Composition et maquette : Domaine public
Impression : Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ecrasant, enthousiasmant, consternant

A la TV, à propos de la mort de Georges Dumézil, interview mené par Bernard Pivot, voici quelques mois.

Ecrasant, enthousiasmant, consternant !

Ecrasant par l'ampleur de l'érudition, par la culture universelle, par l'intelligence souveraine : une quarantaine de langues maîtrisées (ou comme il dit "manipulées") ; un dialecte du Caucase, deux, trois, cinq ! Et jamais gratuitement, jamais stérilement : simple moyen pour établir des comparaisons, mener des parallèles, tirer des conclusions ou plus exactement poser des questions, qui ouvrent de nombreux horizons et finissent par fonder une notion de l'homme, cette notion que dans *Les Noyers de l'Altenburg*, de Malraux, le personnage de Möllberg désespère de définir, de cerner et de fonder !

Enthousiasmant par la jeunesse de coeur - à 88 ans ! - par l'humanité profonde (par l'hommage rendu à sa femme, sans laquelle, dit-il, il n'eût pas accompli son oeuvre) ; par l'humilité (et le Larousse attendra son 2^e supplément pour le découvrir ; et plusieurs de ses livres seront jetés au pilon parce qu'invendus, alors qu'il est déjà professeur au Collège de France !) ; par le tranquille courage, le "désespoir serein" (ou bien, est-ce que je confonds ? est-ce Lévi-Strauss qui débouche sur le désespoir serein et lui sur *l'espérance pathétique* ? - je ne sais plus), l'exemplaire résignation : à son âge, dit-il, la mémoire fléchit, si bien qu'il ne se sent plus capable d'apprendre une nouvelle langue ... la quarante-et-unième !

Consternant, car enfin, très calmement, il déclare qu'à son avis ce monde, notre monde, touche à sa fin : dans un avenir très proche, lorsque l'arme atomique aura été miniaturisée, commercialisée, ce qui ne saurait tarder ; le jour où elle tombera entre les mains d'un

Khomeini, d'un Khadafi, c'en sera fini ... Et alors moi, dans tout ça, avec mes gymnasiennes et mes gymnasiens, avec mon petit-fils qui a quinze mois, qu'est-ce que je deviens ?

Bâle, exposition des *Nymphéas* de Monet.

Autre écrasement, autre enthousiasme, autre consternation.

Ecrasantes, ces dizaines de toiles, ces mètres et ces mètres de peinture, consacrées aux jeux de la lumière sur une pièce d'eau et sur les nymphéas qui s'y trouvent - à toutes les heures du jour (et à l'aube, et au crépuscule) ; dans toutes les saisons de l'année, par ciel gris et par ciel clair.

Enthousiasmant, cet homme, et puis ce vieillard, qui poursuit imperturbablement son oeuvre, une sorte de culte rendu au Créateur, l'hymne à la création, et à la création *modeste* : de simples fleurs, toujours les mêmes, inlassablement - semblables, le culte et l'hymne, à ceux que célèbre, avec d'autres moyens le "Rembrandt des roses", Pierre-Joseph Redouté (1759-1860), graveur et aquarelliste, auteur de 144 planches dédiées aux fleurs les plus diverses, que viennent de republier les éditions *Mondo* dans un admirable livre.

Consternant ... ami intime de Monet, à qui il a consacré un livre ; qu'il a soutenu et encouragé de toutes manières, Georges Clémenceau, le Tigre ... et je pensais aux 1'700'000 jeunes Français morts durant la guerre de 14-18 : parmi eux, combien de "Monet" de 20 ans ? 170 ? 1 sur 10'000 ? 17 ? 1 sur 100'000 ? ça paraît probable - et tout cela, à bien considérer les choses, *pour rien* ...

A propos - autre livre écrasant et enthousiasmant (mais non pas désespérant), vous avez lu *Le Dixième Ciel*, de Barilier ?

JC

Exclu de son syndicat et du parti socialiste autrichien, le publiciste viennois Günther Nerning a été triomphalement admis dans une section du PS de Bâle-Ville ainsi que dans l'Union suisse des journalistes, affiliée à la SSP-VPOD. Il est maintenant candidat aux élections autrichiennes sur une liste verte, rivale dans son pays du parti frère du PSS

L'Action contre la politique du pouvoir religieux (ARMA) est certainement enchantée de la démission de Kurt Furgler. Ce groupement de fondamentalistes considère le futur ex-Conseiller fédéral comme le principal agent de la catholicisation du Département de l'Economie publique, ancienne forteresse radicale

EN BREF

Les médias ont abondamment couvert le trentième anniversaire du soulèvement hongrois. A cette occasion, le *Tages Anzeiger Magazin* (no 43, 25.10.86) rappelle la campagne de haine et d'intimidation lancée contre l'écrivain communiste Konrad Farnet et sa famille : siège de la maison par une foule hostile, publication de son adresse dans les journaux, inscription injurieuses et pots de peinture contre la façade, jets de pierres contre ses enfants, appel au boycott de la part de commerçants locaux. Les limites du libéralisme.

L'ATS communique que des pilotes de l'armée de l'air US vont tester prochainement des Pilatus PC-9 en vue d'un achat comme avion d'entraînement. La firme de Stans devra vaincre les tendances protectionnistes du Congrès américain et trouver un partenaire pour produire certaines pièces sous licence aux Etats-Unis. Problème mineur ... les USA ne sont évidemment pas impliqués directement dans un conflit, mais cette petite nouvelle devrait balayer les derniers doutes de ceux qui affirment encore que le PC-9 est exclusivement un avion civil (voir DP 836)



L'usine d'incinération des ordures : une vache sacrée ?

(*réd.*) Contrairement à ce qui a été annoncé dans notre dernière édition, ce n'est pas encore cette semaine que nous vous présenterons quelques cas de compostage en Suisse romande. Au cours de son reportage outre-Sarine, Erika Sutter-Pleines a rencontré le docteur Erich Suter, directeur de l'usine d'incinération de l'Oberland zurichois à Hinwil. Ce pionnier avait réclamé en janvier 1984 déjà "un temps de réflexion" (Denkpause) avant d'investir davantage dans l'incinération des déchets. Il a résumé ses réflexions dans un opuscule en allemand de 18 pages, plus 2 annexes. (1)

(*esp*) E.Suter est parti de constatations très concrètes, sa réflexion est économique, écologique et politique. Il en appelle ouvertement au sens de la responsabilité des politiciens afin de maîtriser l'avalanche des déchets. La solution de ce problème dépend à la fois du rapport des forces entre différents éléments (industries de l'environnement, gestionnaires des usines d'incinération, comportement de chaque citoyen, nouvelles coalitions extra-parlementaires, etc.) et de la capacité des personnes et des collectivités à traiter le problème dans sa globalité, sans oublier la perspective de l'avenir.

Dans le cas des déchets urbains, cela signifie concrètement cesser de s'attaquer aux symptômes uniquement pour rechercher et traiter les causes.

M. Suter propose d'abandonner le système actuel du "tout à l'incinération" et de considérer les principes suivants :

- séparer ce qui brûle de ce qui ne brûle pas,
- ne pas incinérer des matériaux dont la combustion dégage de nouveaux produits toxiques, même si leur capacité calorifique est élevée et donc intéressante économiquement (plastiques, caoutchouc),
- différencier ce qui peut être incinéré de ce qui peut être mis en décharge contrôlée moderne sans incinération,
- créer des réseaux diversifiés dans toute la Suisse, permettant de concrétiser ces choix (au niveau du ramassage, du traitement, du stockage final). Pour ce faire, il en appelle aux politiciens afin qu'ils prennent conscience du problème et agissent en conséquence sur plusieurs fronts à la fois :

- information et éducation, en mettant l'accent principalement sur la jeune génération,

- négociations avec les producteurs, les distributeurs et les consommateurs de biens dans le sens de la promotion de comportements "antigas-pillage" (abfallbewusst),

(1) Adresse utile : Dr Erich Suter, Höhenstrasse 23, 8620 Wetzikon

- mise en place d'un système de ramassage qui comprenne un maximum de tri à la source, création et développement de circuits de récupération,

- à moyen terme, réduction du nombre des usines d'incinération et création d'un système de liaisons entre celles qui subsisteront. Amélioration de ces dernières selon les techniques les plus modernes.

- création d'un réseau à maillons serrés de décharges contrôlées.

Selon E. Suter, ce modèle seul nous permettra de sortir du schéma simpliste actuel : une avalanche de déchets s'engouffrant dans un nombre toujours plus élevé d'usines d'incinération.

EXEMPLE CONCRET : LA COMMUNE D'HINWIL

En 1982-83, à l'unanimité, les responsables de l'usine d'incinération d'Hinwil (couvrant la région de l'Oberland zurichois dont les 250'000 habitants produisent en 1983 100'000 tonnes de déchets) décidèrent d'empoigner, dans la mesure de leurs moyens, les causes du problème des déchets.

Financement de l'expérience 300'000 francs pris sur le compte courant de l'usine ; 60'000 frs par an pendant 5 ans de subvention cantonale.

Fonctionnement : engagement de deux collaborateurs à plein temps. Collaboration étroite avec l'Exécutif d'Hinwil, les autorités responsables de la santé publique, les écoles. Création d'une commission de recyclage qui supervise les travaux et établit les comparaisons avec d'autres expériences, collaboration avec tous les organismes et groupements intéressés, publics et privés aux échelons communal, cantonal et fédéral.

Principes : tri chez l'habitant du matériel incinérable et de tout ce qui est capable de produire un compost de première qualité (env. 20% des déchets au printemps, 40% en automne) ; introduction au printemps et en automne d'une levée "déchets de jardin" ; maintien de la collecte séparée du verre, du papier, du métal, des déchets volumineux. Chaque école crée son propre lieu de compostage, la méthode est incluse dans l'enseignement. Création d'un réseau de lieux de dépôts pour la poubelle "compost" et le sac "déchets non incinérables" proche du chemin des écoliers et des magasins. Création d'un compost communal, d'un compost intercommunal géré par des employés de l'usine d'incinération.

C'est grâce à des méthodes de ce genre que l'agglomération de New-York a fermé dix de ses treize usines d'incinération depuis 1982 et que l'Autriche se prépare à en stopper la construction.